

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES  
(CCAP)

(CCAP N° CEH-2025-PROGRAMMISTE)

*Acheteur*

Préfecture de la Seine-Maritime

*Représentant de l'acheteur (RA)*

Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime

*Objet du marché*

Mission de programmation pour la création de la Cité de l'État du Havre :  
réhabilitation, densification, amélioration du confort et modernisation des usages des  
bâtiments du site de la sous-préfecture du Havre.

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	4
1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications.....	5
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	7
1-4. Passation des commandes.....	7
1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques.....	7
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	7
1-7. Dispositions générales.....	8
1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	11
1-8. Ordres de service.....	12
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>12</b>
3-1. Tranche-s optionnelle-s.....	12
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	13
3-3. Variation dans les prix.....	15
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
<b>ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>17</b>
4-1. Délai d'exécution.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	18
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	19
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>19</b>
5-1. Retenue de garantie.....	19
5-2. Avances.....	19
<b>ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ.....</b>	<b>19</b>
7-1. Conditions d'exécution.....	19
7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	20

ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES.....	20
8-1. Admission.....	20
8-2. Garantie des prestations.....	21
ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION.....	21
9-1. Arrêt de l'exécution des prestations.....	21
9-2. Résiliation.....	22
ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES.....	22
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	22
ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	22

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La mission de programmation pour la création de la Cité de l'État du Havre : réhabilitation, densification, amélioration du confort et modernisation des usages des bâtiments du site de la sous-préfecture du Havre .

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

Faisabilité et pré-programme de l'opération puis rédaction du programme et accompagnement de la MOA aux choix de la maîtrise d'œuvre.

Il est entendu dans le présent marché par :

Tranche ferme (TF)

-état des lieux de la situation actuelle des locaux, des consommations énergétiques et des services.

- étude de faisabilité du projet.

-rédaction du pré-programme et de l'aide à la rédaction du dossier de labellisation du projet

Tranches optionnelles (TO1 et TO2)

-programme : l'élaboration et rédaction du programme général de l'opération pour la réhabilitation thermique, la densification, amélioration du confort et modernisation des usages des bâtiments du site de la sous-préfecture du Havre **(TO1)**

- suivi de l'adéquation programme/projet et actualisation du programme. **(TO2)**

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

- Consultation de la maîtrise d'œuvre du projet.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Sous-préfecture du Havre

95 Boulevard du Havre

76 600 Le Havre

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## **1-2. Représentation de l'acheteur et forme des notifications**

### **1-2.1. Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RA auprès du titulaire :

Pour les besoins de l'exécution du marché, le Pouvoir Adjudicateur est représenté par Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime ou sa/son représentant-e pour assumer les fonctions suivantes:

a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-PI) ;

b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI) ;

c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).

2. Le service du bureau immobilier du SGCD de la Seine-Maritime pour assumer les fonctions suivantes :

a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;

b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;

c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire;

e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (article 28 du CCAG-PI).

### **1-2.2. Formes des notifications**

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-PI, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG-PI, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement ( destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG-PI, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui leur a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-PI, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG-PI, si l'information transmise au destinataire , ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commence à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de

départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-PI, le délai d'exécution de la tranche ferme part de la date précisée dans l'ordre de service pour la commencer ou de la date de notification de cet ordre de service si celle-ci est postérieure ;

Le délai d'exécution d'une tranche optionnelle part de la date précisée dans la décision du RA pour la commencer ou de la date de notification de cette décision si celle-ci est postérieure ;

### **1-4. Passation des commandes**

Sans objet.

### **1-5. Décomposition en tranches, en lots et en parties techniques**

Le marché comporte une tranche ferme et 2 tranche-s optionnelle-s désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Tranche ferme (TF)
Tranche optionnelle 1	Tranche optionnelle 1 (TO1)
Tranche optionnelle 2	Tranche optionnelle 2 (TO2)

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

### **1-6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

#### **1-6.1 Obligation de confidentialité**

En application de l'article 5-1 du CCAG-PI, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.3 du CCAP.

## **1-6.2 Sites sensibles**

Sans objet.

## **1-6.3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)**

En application de l'article 5-2 du CCAG-PI, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. RCL'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. RCToutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.3 du présent CCAP.

## **1-7. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>.

### **1-7.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions



définies à l'article 44.1 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-7.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

### **1-7.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour

l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées en **euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 1-7.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

##### a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

##### b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution

du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

### **1-7.3. Assurances**

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution. Leurs polices doivent apporter des garanties suffisantes en fonction de l'objet et des caractéristiques du marché.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG-PI, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

### **1-7.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-7.3. ci-dessus.

### **1-7.5. Réalisation de prestations similaires**

Sans objet.

### **1-7.6. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-7.6.1. Clauses sociales**

##### **Objet de la clause**

Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociale et conformément aux principes énoncés dans le Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur souhaite promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ainsi que la diversité au sein des équipes participant à l'exécution du présent marché.

#### Application à la mission

À ce titre, le titulaire s'engage à présenter sa politique interne ou son plan d'action en matière d'égalité femmes/hommes et de diversité.

Le titulaire veillera à ce que la composition de l'équipe mobilisée pour la présente mission soit cohérente avec les principes énoncés dans son plan ou sa politique interne. Il s'engage, notamment, à :

- favoriser la mixité et la diversité des profils au sein de l'équipe d'intervention;
- garantir l'égalité de traitement entre les collaborateurs affectés au marché;
- veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les fonctions d'encadrement ou d'expertise lorsque cela est possible.

#### Suivi et bilan

Le pouvoir adjudicateur pourra solliciter, à tout moment de l'exécution du marché, des compléments d'information ou la mise à jour du document transmis.

Le pouvoir adjudicateur pourra demander un rapport final d'exécution, un bref bilan des actions et mesures mises en œuvre ou maintenues dans le cadre du présent engagement.

#### Dispositions particulières pour les petites structures

Pour les entreprises de petite taille, bureaux d'études indépendants ou associations ne disposant pas d'un plan formalisé, une **déclaration simplifiée** exposant les principes et pratiques internes en matière d'égalité et de diversité sera considérée comme conforme à la présente clause, sous réserve de démontrer la réalité des engagements pris.

#### 1-7.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG-PI, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour réduire l'impact environnemental de la prestation, notamment par la limitation des déplacements, la dématérialisation des échanges et la sensibilisation de son équipe aux bonnes pratiques environnementales.

## 1-8. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG-PI.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**);
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ( NOR : ECOM2106874A )
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

## **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES**

### 3-1. Tranche·s optionnelle·s

#### 3-1.1. Délais limites de notifications

Les délais limites de notification de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	24 mois
Optionnelle 2	36 mois

En cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

#### 3-1.2. Indemnité de dédit

Sans objet.

#### 3-1.3. Indemnité d'attente

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG-PI sont seules applicables.

### **3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par un prix global forfaitaire.**

### **3-2.3. Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :**

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG-PI. La périodicité des règlements sera après l'admission des prestations de chaque phase.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### 3-2-4.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant

sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'État
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Le document "nom du modèle de pièce jointe à la facture" annexé au CCAP, est renseigné par le titulaire et fourni à l'appui de chaque facture pour en faciliter le traitement.

#### 3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.2 et 3-3.3.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

### **3-3.3. Choix de l'index de référence**

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est :

ING : Ingénierie

Il est publié sur le site internet de l'INSEE ;

### **3-3.4. Modalités de révision des prix**

En complément de l'article 10.2.3 du CCAG-PI l'arrondi est appliqué au résultat final.

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-4} / I_{0-4}$$

avec  $I_{0-4}$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des  
: prix moins 4 mois ;  
 $I_{n-4}$  = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des  
prestations moins 4 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

### **3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont



donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

### **3-4. Paiement direct des sous-traitants**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## **ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Délai d'exécution**

#### **4-1.1. Délais d'exécution et points de départ des délais**

Les stipulations concernant les délais d'exécution et leurs points de départ figurent dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

#### **4-1.2. Modalités de vérification et d'ajournement**

L'acheteur dispose, à compter de la remise d'un livrable, d'un délai contractuel de quinze (15) jours calendaires pour procéder aux opérations de vérification, d'admission, d'ajournement ou de rejet, conformément à l'article 28 du CCAG-PI.

Ce délai de vérification n'est pas inclus dans le délai d'exécution du titulaire et ne peut donner lieu à l'application de pénalités de retard à son encontre.

En cas d'ajournement (demande de corrections), le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour remettre le livrable corrigé. Le délai de vérification de l'acheteur reprend alors pour une durée de quinze (15) jours calendaires à compter de la nouvelle remise du livrable. Ceci avec autant d'itération que nécessaire jusqu'à validation du livrable par l'acheteur.

Toute prolongation du délai de vérification par l'acheteur au-delà du délai contractuel, ainsi que toute demande de prestation modificative ou supplémentaire, entraînera une prolongation automatique du délai global du marché. Cette prolongation sera, le cas échéant, régularisée par ordre de service.

Les échanges intervenant entre l'acheteur et le titulaire dans le cadre de la vérification des livrables, y compris les corrections demandées, ne peuvent être interprétés comme un dépassement de délai imputable au titulaire.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Plafond des pénalités pour retard d'exécution :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG-PI

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, la pénalité journalière est fixée à 250 €.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, cette pénalité journalière est fixée à :

Tranche	Pénalité journalière
Ferme	400 euros
Optionnelle 1	400 euros
Optionnelle 2	400 euros

#### **4-3.1. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### **4-3.2. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

#### **4-3.3. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4-3.4. Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.**

Les pénalités pour non respect des clauses de confidentialités sont définis par l'article 14.2 du CCAG-PI.

En complément de l'application de ses pénalités, l'acheteur se réserve les actions suivantes :

- La résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts que le Maître d'ouvrage pourrait être amené à réclamer en réparation du préjudice subi.
- L'engagement des poursuites judiciaires appropriées, tant civiles que pénales, conformément à la législation en vigueur.

#### **4-3.5. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD**

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

#### **4-3.6. Autres pénalités diverses**

Non respect du délai de prévenance avant intervention : 200 € / unité

Absence aux réunions : 200 € / absence.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Sans objet.

### **ARTICLE 6. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent.

### **ARTICLE 7. EXÉCUTION DU MARCHÉ**

#### **7-1. Conditions d'exécution**

##### **7-1.1. Modalités particulières de réalisation des prestations**

Sans objet.

##### **7-1.2. Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire**

Le titulaire doit fournir à l'acheteur, dans le délai de 8 jours à dater de la notification du marché, la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour lors de tout mouvement de personnel.

Le personnel du titulaire possède les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le titulaire désigne en outre un responsable qui est l'interlocuteur habituel de l'acheteur. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément

préalable de l'acheteur.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

L'acheteur se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

### **7-1.3. Mise à disposition de matériels par l'acheteur**

Sans objet.

## **7-2. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.

## **ARTICLE 8. ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Admission**

Aucune stipulation particulière.

#### **8-1.1. Remise des documents**

Les documents présentés par le titulaire sont remis au RA, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : pdf, ppt, doc, xls, odc, odt.

En complément un exemplaire sur support papier relié peut être demandé.

#### **8-1.2. Délais d'admission des prestations**

L'approbation consiste en l'acceptation par le représentant de l'acheteur des prestations conformes aux prescriptions du marché.

Les décisions relatives à cette admission doivent intervenir avant l'expiration du délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le représentant de l'acheteur ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme admise avec effet à compter de l'expiration du délai (admission tacite).

### **8-1.3. Réfaction**

Par dérogation à l'article 29.3 du CCAG-PI la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire. Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 43 du CCAG-PI ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision de l'acheteur. Si le titulaire formule des observations, l'acheteur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification dans ce délai, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

### **8-1.4. Ajournement**

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur et soumis aux dispositions de l'article 4-2 ci-dessus.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.2.1 du CCAG-PI, le silence de l'acheteur ne vaut pas décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

### **8-1.5. Rejet**

Suite à une décision de rejet, le RA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

## **8-2. Garantie des prestations**

Sans Objet

## **ARTICLE 9. ARRÊT DES PRESTATIONS - RÉSILIATION**

### **9-1. Arrêt de l'exécution des prestations**

Sans objet.

## **9-2. Résiliation**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le représentant de l'acheteur des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-PI complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 39.1 h) du CCAG-PI.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 39 du CCAG-PI, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 39.2 du CCAG-PI, la résiliation du marché par décision de l'acheteur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, l'acheteur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, l'acheteur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSES TECHNIQUES**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP et du

CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG-PI :

TSL		
CCAP 1-7.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG-PI
CCAP 4.2	déroge à l'article	14.1.1 du CCAG-PI
CCAP 8-1.3	déroge à l'article	29.3 du CCAG-PI
CCAP 8-1.4	déroge à l'article	29.2.1 du CCAG-PI 3ème alinéa
CCAP 9-2	déroge à l'article	39.2 du CCAG-PI

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes